

Conférence internationale
Le secteur et l'emploi informels :
Mesure statistique, analyse économique et politiques publiques
Hanoi, 6-7 mai 2010

Approches du secteur informel dans les métropoles vietnamiennes :
du connaissable vers l'inconnu

Patrick Gubry, IRD, UMR201, Paris 1-IRD, *patrick.gubry@ird.fr*
Lê Thi Huong, HIDS, Hô Chi Minh Ville, *lehuongloc@hotmail.com*
Nguyễn Thi Thiêng, IPSS, Hanoi, *thiengnt@gmail.com*
Pham Thuy Huong, NEU, Hanoi, *thuyhuong_neu@yahoo.com.vn*

Les thèmes du secteur informel et de l'emploi informel restent pleinement d'actualité dans tous les pays et singulièrement dans les pays en développement et les pays émergents¹. Cependant, peu d'études ont été en mesure de sélectionner les travailleurs du secteur informel selon la définition détaillée adoptée par la 15^e conférence internationale des statisticiens du travail en janvier 1993 (International Labour Organization, 1993).

Le Viêt-nam ne fait pas exception. Parmi les travaux récents, il faut citer l'enquête emploi de 2007 (LFS) menée par l'Office Général de la Statistique, qui a permis de sélectionner les « entreprises non enregistrées » ; cette enquête a donné les bases d'une investigation spécifique, l'enquête sur le secteur informel (ISS) (Cling & al., 2009).

Devant la difficulté de saisir directement l'emploi informel, on peut chercher à « approcher » le secteur informel par le biais de différents indicateurs caractérisant les travailleurs de ce secteur. Cling et al. (2009) soulignent que « Le niveau des salariés est un bon moyen pour différencier le secteur informel du secteur formel » ; au Viêt-nam, où perdure l'enregistrement résidentiel, la détention d'un permis de résidence temporaire de courte durée (KT4) en est un autre.

Deux opérations récentes permettent d'approcher le secteur informel dans les deux métropoles vietnamiennes, Hanoi (la capitale politique, au nord, 2,6 millions d'urbains au sein de l'unité administrative au recensement de 2009) et Hô Chi Minh Ville (la « capitale économique », au sud, 5,9 millions d'urbains) :

- le recensement de Hô Chi Minh Ville de 2004, qui est la seule opération ayant relevé directement le statut résidentiel (KT1 à KT4, de la résidence permanente à la résidence temporaire de courte durée) sur l'ensemble de la population de la ville et dont on possède un échantillon par sondage à 10 % qui sera utilisé ici ;
- l'enquête « Migration, pauvreté et environnement urbain : Hanoi et Hô Chi Minh Ville » (MPEU), menée en 2007 dans le cadre d'un programme FSP sciences sociales de l'ambassade de France au Viêt-nam, sur un échantillon de 1 000 ménages (3 983 résidents) à Hanoi et 1 500 ménages (6 592 résidents) à Hô Chi Minh Ville ; cette enquête donne l'information sur le secteur économique (dont « entreprise familiale ou individuelle ») aussi bien que sur le statut dans l'emploi (dont « travailleur indépendant » et « aide familial »).

Ces deux opérations permettent de classer la population selon un certain nombre de caractéristiques socio-économiques, notamment la *population sans permis de résidence permanente* pour la première et les *travailleurs indépendants* pour la seconde. Elles permettent aussi de faire des distinctions géographiques entre arrondissements. La seconde opération donne également de nombreuses informations sur l'habitat et l'environnement urbain.

¹ Voir par exemple : Bangasser, 2000 ; Hussmanns, 2001 et 2004 ; Jütting & al., 2007.

Regional Workshop on the Measurement of Informal Sector and Informal Employment, Bangkok, 30 November-2 December 2009 [www.unescap.org/stat/isie/ws-isie5/index.asp]

International Labour Organization (ILO) : Bureau de la bibliothèque et des services d'information, Guide des ressources sur l'économie informelle

[www.ilo.org/public/french/support/lib/resource/subject/informal.htm; 17/03/2010]

La population sans permis de résidence permanente

Le recensement de Hô Chi Minh Ville de 2004 est la seule opération au Viêt-nam ayant relevé directement le statut résidentiel sur l'ensemble de la population, en l'occurrence sur l'ensemble de la population de la ville.

En schématisant, dans un *phuong* ou *xa* donné de la ville², les permis de résidence se répartissent en quatre catégories :

- KT1 : Résident permanent résidant et enregistré dans ce *phuong/xa* ;
- KT2 : Résident permanent résidant dans ce *phuong/xa*, mais enregistré à titre principal dans un autre *phuong/xa* de la ville ou Résident permanent résidant dans un autre *phuong/xa* de la ville mais enregistré dans ce *phuong/xa* à titre principal ;
- KT3 : Résident temporaire de longue durée, ayant vocation à rester ;
- KT4 : Résident temporaire de courte durée, ayant vocation à repartir.

Au Viêt-nam, chaque citoyen est ainsi enregistré dans une unité administrative (*phuong* ou *xa*) donnée : c'est l'enregistrement résidentiel sur un livret de résidence (*hộ khẩu*). Un changement de résidence implique une modification de l'enregistrement résidentiel, avec accord des autorités au lieu de départ comme au lieu d'arrivée. L'application de cette réglementation a longtemps été très stricte ; elle s'est progressivement assouplie sous l'effet de la libéralisation de l'économie qui implique la mobilité de la main-d'œuvre. La réglementation elle-même a été rendue moins contraignante par une loi de 2006 (mise en application en juillet 2007), en facilitant l'obtention d'un permis de résidence permanente³. Elle existe cependant toujours, mais elle n'empêche plus personne de migrer dans la mesure où sa principale raison d'être était à l'origine de permettre de gérer le rationnement alimentaire qui n'existe plus depuis longtemps. La vie quotidienne reste seulement beaucoup plus « facile » dans de nombreux domaines si l'on dispose d'un permis de résidence permanente et l'absence d'un tel permis reste une source d'inégalité entre citoyens et de pauvreté (Hardy, 2001 ; Gubry & al., 2002 ; VeT & al., 2005). Chacun est ainsi amené à arbitrer entre la solution de consacrer le temps et l'argent nécessaires pour régulariser sa situation et la solution de payer les amendes pour « situation illégale » en cas de contrôle résidentiel.

Dans ce contexte, les individus sans enregistrement permanent en ville et surtout ceux qui disposent d'un permis temporaire de courte durée (KT4) ont été souvent classés parmi les *migrants* (ce qui est juste), voire assimilés à eux (ce qui est erroné, puisque de nombreux migrants ont obtenu un permis de résidence permanente). Cette catégorie de personnes ayant immigré en ville reste cependant souvent floue dans la mesure où l'on ne précise pas toujours la durée de présence en ville et où l'on ne prend pas en compte, faute de moyens statistiques, ceux qui n'ont effectué aucune démarche pour régulariser leur situation en ville ; de plus, il est clair que la catégorie des migrants compte aussi de plus en plus de personnes avec un

² Le *phuong* et le *xa* sont les unités administratives immédiatement inférieures à l'arrondissement (district), respectivement dans les « arrondissements urbains » (*quận*) ou dans les « arrondissements ruraux » (*huyện*). La particularité du découpage administratif au Viêt-nam fait que les unités administratives des grandes villes (provinces) incluent aussi bien des arrondissements urbains au centre que des arrondissements ruraux en périphérie.

³ Luật cư trú của quốc hội khóa xi, kỳ họp thứ 10 số 81/2006/QH11 ngày 29 tháng 11 năm 2006 [Loi sur la résidence, XI^e législature de l'Assemblée Nationale, 10^e session, n^o 81/2006/QH11 du 29 novembre 2006].

enregistrement résidentiel permanent (employés de l'administration, employés du secteur formel, conjoints de résidents en ville...). En revanche, on peut songer, avec moins de biais, à assimiler les individus sans permis de résidence permanente aux *travailleurs du secteur informel* dans la mesure où tous les types d'emplois formels soit exigent préalablement un permis de résidence permanente, soit y conduisent rapidement a posteriori.

Les consignes données au recensement de Hô Chi Minh Ville de 2004 prévoyaient de relever le type de permis de résidence réellement possédé. Cependant, après un ou deux jours d'enquête, il s'est avéré rapidement que ces consignes étaient inapplicables : les individus dotés d'un permis permanent (KT1 et KT2) étaient les seuls à avoir leurs papiers en bonne et due forme, quant aux autres (dotés d'un permis KT3 et surtout KT4) ils étaient en très forte minorité dans le groupe de population sans permis permanent. Cela veut dire qu'une proportion importante de population n'avait aucun document du tout concernant son séjour en ville et était toujours officiellement résidente à la campagne ou dans une autre ville. Devant cette situation, il a été décidé que l'agent recenseur enregistrerait plutôt sur le questionnaire le type de permis de résidence auquel les personnes pourraient prétendre si elles effectuaient les démarches, compte tenu de leur situation objective et de la législation en vigueur⁴. Pour schématiser, parmi les personnes sans permis permanent, les individus habitant en ville « depuis longtemps », disposant d'un emploi stable, d'un logement et vivant avec leur famille en ville ont été classés 'KT3' ; les autres ont été classés 'KT4'.

Qui sont les personnes classées KT4 ?

Au recensement de 2004, la population de Hô Chi Minh Ville est de 6 026 493 habitants, dont 5 064 273 résident dans la partie urbaine (84,0 %) et 962 220 dans la partie rurale (16,0 %) (tableau 1). Une proportion de 70,7 % seulement dispose d'un permis de résidence permanent (KT1 et KT2), soit 68,7 % dans la partie urbaine et 80,8 % dans la partie rurale. Les arrondissements ruraux (*huyên*) comptent une plus forte proportion de population stable – régulièrement enregistrée – et moins de migrants.

Tableau 1 : Répartition de la population de Hô Chi Minh Ville selon le type d'arrondissement et le type de permis de résidence au 1^{er} octobre 2004

Type d'arrondissement	Permis de résidence				Total ⁵
	KT1	KT2	KT3	KT4	
Ensemble	3 538 609	720 594	912 488	854 802	6 026 493
%	58,7	12,0	15,1	14,2	100
Urbain (quân)	2 862 494	619 276	800 866	781 637	5 064 273
%	56,5	12,2	15,8	15,4	100
Rural (huyên)	676 115	101 318	111 622	73 165	962 220
%	70,3	10,5	11,6	7,6	100

Source : Recensement de Hô Chi Minh Ville, 1^{er} octobre 2004
[Cục Thống Kê Thành phố Hô Chi Minh, 2005]

⁴ Communication orale au Service de Statistique de Hô Chi Minh Ville.

⁵ Les totaux ont été recalculés, car ceux des tableaux publiés ne sont pas les totaux des composants, car contenant sans doute également des étrangers qui ne sont pas concernés par le permis de résidence (ils ont été recensés pour la première fois dans une opération statistique représentative, mais sont manifestement sous-estimés avec une proportion de 0,16 % de la population résidente de Hô Chi Minh Ville).

Les individus classés 'KT4' (permis de résidence temporaire de courte durée) sont au nombre de 854 802 (14,2 % dans l'ensemble, 15,4 % dans la partie urbaine, 7,6 % dans la partie rurale).

Les KT4 se répartissent en 44,8 % d'hommes et 55,2 % de femmes contre des proportions respectives de 47,4 % et 52,6 % dans la population totale. Comme il arrive souvent, la précarité est plus répandue chez les femmes. On peut aussi avancer que l'obtention d'un permis de résidence permanente chez un grand nombre d'entre elles est subordonnée à l'obtention de son propre permis par un conjoint masculin.

Les KT4 ont une structure par âge très différente de l'ensemble de la population (tableau 2). Ils comptent moins de jeunes et moins de personnes âgées, avec une forte prépondérance des individus d'âge actif. Ceci correspond au fait que les KT4 sont généralement des migrants, dont une forte proportion est venue en ville à la recherche de travail, pour suivre des études supérieures ou à l'occasion d'un mariage. Les femmes sont même un peu plus nombreuses que les hommes aux âges actifs, moins nombreuses chez les jeunes (résultat probable des avortements sélectifs qui se sont développés récemment) et plus nombreuses chez les personnes âgées (conjonction entre une espérance de vie plus élevée chez les femmes et un déficit d'hommes dû à la guerre).

Tableau 2 : Répartition de la population de Hô Chi Minh Ville classée KT4 selon l'année de naissance et le sexe (%)

Année de naissance	KT4			Ensemble population
	M	F	Ensemble	
Avant 1945	1,7	2,7	2,2	8,3
1945-1989	87,1	88,2	87,7	70,7
1990-2004	11,2	9,1	10,0	21,0
Total	100	100	100	100

Source : Recensement de Hô Chi Minh Ville, 1^{er} octobre 2004

Les KT4 sont un peu moins qualifiés que l'ensemble de la population, mais la différence est faible, reflet d'une scolarisation quasi généralisée (tableau 3). Il faut même noter parmi eux une proportion importante de diplômés du supérieur (8,1 %) ; il s'agit sans doute des étudiants venus en ville pour leurs études et qui y sont restés sans pour autant régulariser leur situation résidentielle. Les femmes sont sensiblement moins qualifiées que les hommes : 90,0 % d'entre elles sont sans qualification et sans aucun diplôme, contre 85,2 % des hommes.

Tableau 3 : Répartition de la population de Hô Chi Minh Ville âgée de 15 ans ou plus classée KT4 selon la qualification professionnelle et le sexe (%)

Niveau de qualification	KT4			Ensemble population
	M	F	Ensemble	
Sans qualification et sans diplôme	85,2	90,0	87,9	86,4
Sans diplôme	3,5	2,6	3,0	3,5
Diplôme du secondaire	1,1	0,9	1,0	1,1
Diplôme du supérieur	10,1	6,5	8,1	8,9
Total	100	100	100	100

Source : Recensement de Hô Chi Minh Ville, 1^{er} octobre 2004

L'examen de la situation d'activité des KT4 âgés de 15 ans ou plus fait ressortir deux caractéristiques remarquables : la forte proportion des individus occupés et la forte proportion des individus en formation (tableau 4). C'est évidemment la conséquence des motifs principaux de migration vers la ville que sont la recherche de travail et la poursuite des études. Inversement, la proportion des personnes qui se déclarent au chômage est très faible : les KT4 connaissent le sous-emploi et la précarité, mais en cas de chômage bon nombre d'entre eux repartent à la campagne.

Tableau 4 : Répartition de la population de Hô Chi Minh Ville âgée de 15 ans ou plus classée KT4 selon la situation d'activité et le sexe (%)

Situation d'activité	KT4			Ensemble population
	M	F	Ensemble	
Au travail, occupé	74,9	69,0	71,6	65,5
Au chômage, à la recherche de travail	1,2	1,3	1,3	2,3
Au foyer, aide familial	0,4	9,0	5,2	13,1
En formation	21,5	18,1	19,6	9,8
Inapte au travail	1,3	1,7	1,5	7,2
Ne veut pas travailler	0,7	1,0	0,8	2,0
Total	100	100	100	100

Source : Recensement de Hô Chi Minh Ville, 1^{er} octobre 2004

Les femmes sont moins nombreuses que les hommes à travailler et à suivre une formation ; elles sont plus nombreuses à se déclarer « aides familiales » selon un schéma largement répandu.

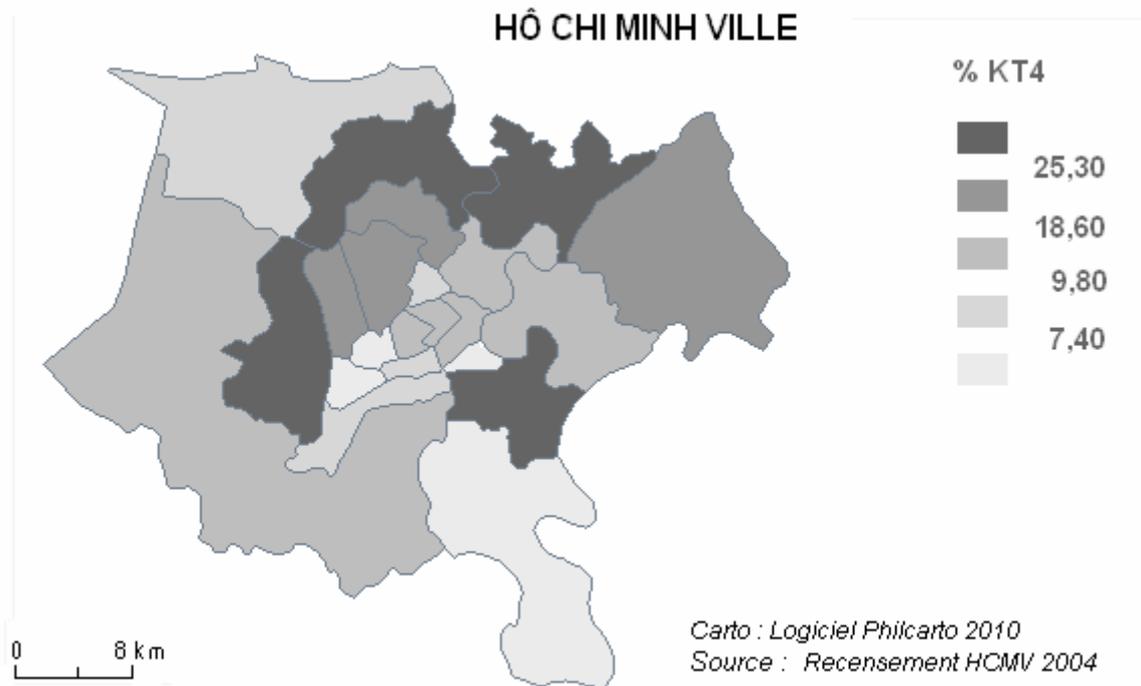


Figure 1 : Proportion de personnes classées KT4 par arrondissement à Hô Chi Minh Ville (à l'exclusion des arrondissements périphériques de Cu Chi et Tân Gio)

Les KT4 résident majoritairement dans les arrondissements de la proche périphérie du centre de Hô Chi Minh Ville : 7^e arrondissement, Binh Thanh, 12^e arrondissement, Thu Duc (figure 1).

En revanche, les KT4 sont moins nombreux dans les arrondissements du centre-ville et dans les arrondissements ruraux périphériques (arrondissements de Nha Be, Binh Chanh et Hoc Môn).

Cette répartition est à rapprocher de celle des migrants venus de l'extérieur de la ville, à l'exclusion donc des migrants intra-urbains (figure 2)⁶.

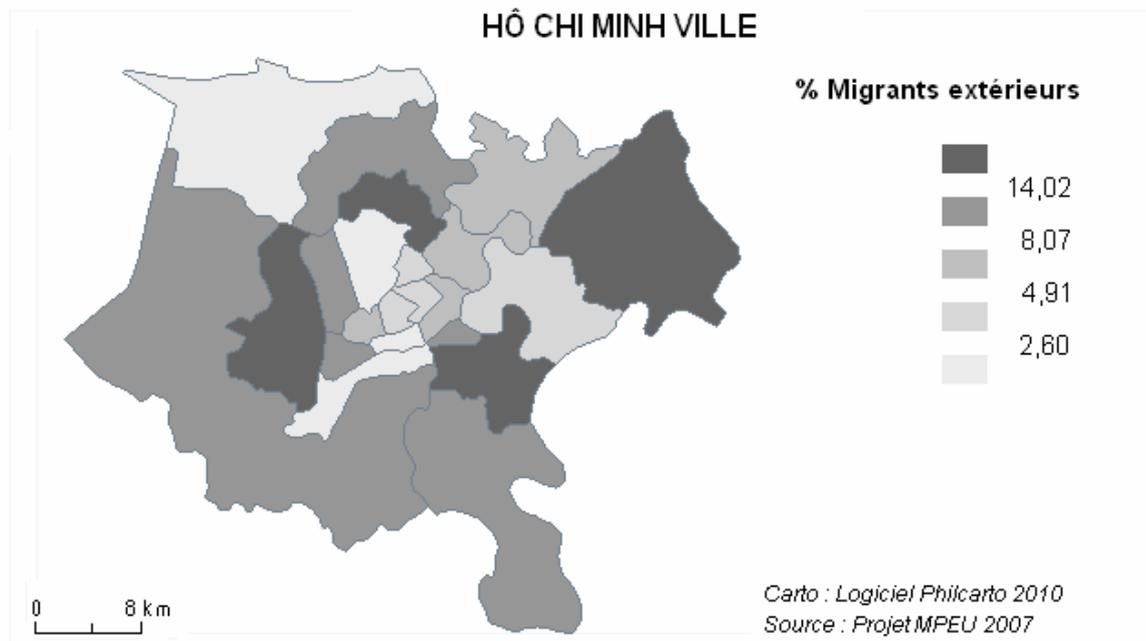


Figure 2 : Proportion des migrants venus de l'extérieur de Hô Chi Minh Ville par arrondissement

Ces migrants sont également concentrés dans les arrondissements de la proche périphérie, mais aussi dans certains arrondissements plus éloignés, comme le 9^e arrondissement, où se sont développées de nombreuses zones d'activité. Ils sont peu nombreux au centre-ville où le foncier a atteint des prix prohibitifs.

⁶ Données de l'enquête « Migration, pauvreté et environnement urbain : Hanoi et Hô Chi Minh Ville », menée dans le cadre du programme FSP sciences sociales (FSP2S) en 2007 ; cette enquête a exclu les arrondissements périphériques, pratiquement entièrement ruraux, de Soc Son à Hanoi, et de Cu Chi et Cân Gio à Hô Chi Minh Ville.

Que retenir de cette analyse des KT4 de Hô Chi Minh Ville relativement aux travailleurs informels ?

Les données du recensement de Hô Chi Minh Ville de 2004 permettent d'estimer le nombre de KT4 âgés de 15 ans ou plus qui sont occupés (au travail) à 549 638, soit 17,7 % de la population totale de 15 ans ou plus occupée. Ces chiffres sont très en deçà des 32,9 % d'emplois familiaux informels données par l'enquête emploi de 2007 à Hô Chi Minh Ville (Cling & al., 2009), dont nous verrons qu'ils sont eux-mêmes probablement sous-estimés, car concernant uniquement des « résidents » en ville. On peut avancer que nombre de personnes dotées d'un autre statut résidentiel (KT3, voire KT1 et KT2) ont également un emploi informel, mais aussi que le nombre de KT4 a peut-être été sous-estimé au recensement de Hô Chi Minh Ville de 2004. On peut encore avancer que l'emploi informel touche aussi des jeunes âgés de moins de 15 ans, qui n'ont pas été pris en compte ici. Le statut résidentiel, en l'occurrence la résidence temporaire de courte durée (KT4), ne peut donc permettre d'estimer indirectement le niveau de l'emploi informel.

Si on ajoutait les 16,8 % de KT3 âgés de 15 ans ou plus qui sont occupés, on arriverait à une proportion de 34,5 % de travailleurs sans statut résidentiel permanent, mais ce serait certainement abusif de les assimiler tous aux travailleurs du secteur informel, puisque les KT3 ont été justement classés dans cette catégorie en partie du fait de leur emploi stable.

En revanche, on l'a vu, les données sur le statut résidentiel permettent d'analyser certaines caractéristiques importantes de la précarité.

Les travailleurs indépendants non agricoles

L'enquête sur le thème « Migration, pauvreté et environnement urbain : Hanoi et Hô Chi Minh Ville » en 2007 a relevé entre autres caractéristiques le statut dans l'emploi. Nous retenons ici les « travailleurs indépendants », ceux qui travaillent pour leur propre compte, sans salaire et sans employer personne. Cette question a été adressée à la population âgée de 13 ans ou plus, actuellement « occupée » (au travail). Nous nous intéresserons aux travailleurs indépendants non agricoles, dont il y a lieu de penser qu'une grande partie relève du secteur informel⁷.

Dans les deux villes, les travailleurs indépendants non agricoles constituent 18,5 % de la population active non agricole occupée de 13 ans ou plus (tableau 5). La proportion est plus forte chez les femmes que chez les hommes et la différence entre les sexes est plus marquée à Hanoi qu'à Hô Chi Minh Ville.

Là encore, le nombre de travailleurs indépendants ne permet guère d'évaluer le niveau de l'emploi informel : d'une part, tous ne relèvent pas du secteur informel ; d'autre part, il faudrait ajouter les travailleurs informels employés par le secteur formel.

⁷ La prise en compte de l'ensemble des travailleurs indépendants serait trop lourdement influencée par les agriculteurs, surtout dans la zone périphérique, pour pouvoir tenter un rapprochement avec le secteur informel.

Tableau 5 : Répartition de la population active non agricole occupée de 13 ans ou plus selon le sexe, le statut dans l'emploi et la ville (%)

Hanoi						
Sexe	Statut dans l'emploi					Total
	Employeur	Salarié à durée indéterminée	Salarié à durée déterminée	Travailleur indépendant	Aide familial	
M	8,9	53,8	18,8	15,6	3,0	100
F	7,9	52,2	12,8	22,0	5,0	100
Ensemble	8,5	53,0	16,0	18,5	3,9	100
Hô Chi Minh Ville						
M	11,6	49,7	19,3	16,9	2,4	100
F	14,3	47,5	14,8	20,4	2,9	100
Ensemble	12,9	48,7	17,3	18,5	2,6	100

Source : *Projet MPEU, 2007*

Les travailleurs indépendants non agricoles ont un bas niveau de qualification (tableau 6). À Hanoi, 74,3 % d'entre eux n'ont aucune qualification, contre seulement 36,0 % pour l'ensemble des travailleurs non agricoles. À Hô Chi Minh Ville, 92,4 % d'entre eux n'ont aucune qualification, contre 67,3 % pour l'ensemble. À l'autre extrémité de l'échelle, les travailleurs indépendants non agricoles très qualifiés sont très peu nombreux par rapport à l'ensemble des travailleurs non agricoles. Le niveau de qualification est sensiblement plus élevé en moyenne à Hanoi qu'à Hô Chi Minh Ville, reflet d'une éducation qui a été longtemps plus développée dans le nord du pays.

Tableau 6 : Répartition des travailleurs indépendants non agricoles occupés de 13 ans ou plus selon le niveau de qualification et la ville (%)

Niveau de qualification	Hanoi		Hô Chi Minh Ville	
	Travailleurs indépendants	Ensemble travailleurs	Travailleurs indépendants	Ensemble travailleurs
Non qualifié(e)	74,3	36,0	92,4	67,3
Niveau CAP/Bac pro	14,9	15,7	2,2	5,6
Niveau BTS	5,3	11,8	2,8	5,0
Niveau 12 + 3	1,7	3,9	0,4	4,1
Niveau 13 + 4 ou plus	4,0	32,5	2,2	17,9
Total	100	100	100	100

Source : *Projet MPEU, 2007*

Dans les deux villes, les travailleurs indépendants non agricoles sont très majoritairement occupés dans le commerce (tableau 7). Il s'agit notamment des « petits vendeurs » de rue (cf. par exemple : Drummond, 2000 ; Jensen et Peppard, 2003). On ne sera pas étonné de les trouver également en grand nombre dans les services puis dans la petite industrie artisanale.

Tableau 7 : Répartition des travailleurs indépendants non agricoles occupés de 13 ans ou plus selon l'emploi principal et la ville (%)

Emploi principal	Hanoi		Hô Chi Minh Ville	
	Travailleurs indépendants	Ensemble travailleurs	Travailleurs indépendants	Ensemble travailleurs
Industrie, artisanat	13,6	21,1	12,0	29,0
Construction, bâtiment	3,0	4,9	3,5	8,3
Transports	6,0	5,2	10,4	6,5
Commerce	46,5	22,4	48,1	24,2
Services (sauf services domestiques et services publics)	29,6	22,2	19,4	14,6
Services domestiques	1,3	0,9	5,7	4,4
Services publics	0,0	23,4	0,9	13,0
Total	100	100	100	100

Source : Projet MPEU, 2007

Les travailleurs indépendants non agricoles ne sont pas localisés aussi clairement que les KT4 dans la couronne de la proche périphérie, mais ils restent nombreux dans les arrondissements périphériques au sens large (figure 3). À Hanoi, ils sont concentrés dans les arrondissements urbains de la proche périphérie de Hai Ba Trung et de Tay Hô, dans l'arrondissement urbain périphérique de Hoang Mai, mais également dans l'arrondissement rural de Gia Lâm. À Hô Chi Minh Ville, les travailleurs indépendants non agricoles sont nombreux dans les arrondissements urbains de la proche périphérie de Go Vâp, Tân Binh, Tân Phu, Binh Tân et dans le 2^e arrondissement, mais ils sont également nombreux dans la couronne périphérique rurale au sud et à l'ouest de la ville, avec les arrondissements de Nha Be et de Binh Chanh.

Plusieurs de ces arrondissements sont réputés pour les ateliers de fabrication qui s'y sont développés. Des pistes de recherche restent ouvertes pour expliquer la localisation des travailleurs indépendants. Ceux parmi ces travailleurs exerçant leurs activités dans le commerce sont certainement moins nettement localisés dans l'espace urbain dans la mesure où ils ont été recensés ici à leur lieu de résidence tandis que leurs activités peuvent s'exercer dans des lieux éloignés et notamment dans les arrondissements centraux des deux villes.

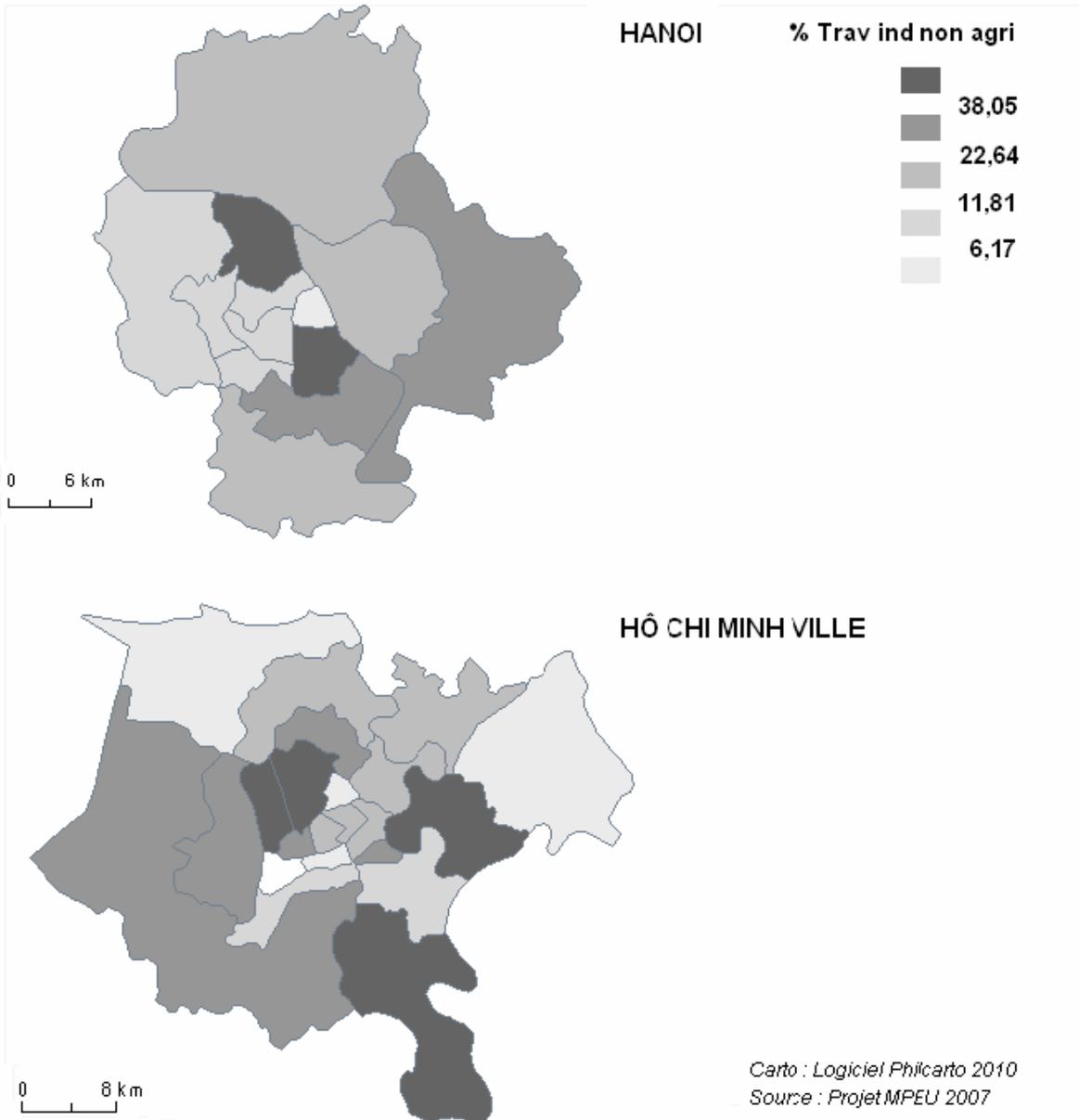


Figure 3 : Proportion des travailleurs indépendants non agricoles occupés par arrondissement à Hanoi et Hô Chi Minh Ville

(à l'exclusion des arrondissements périphériques de Soc Son à Hanoi et de Cu Chi et Tân Gio à Hô Chi Minh Ville)

Conclusion : L'insuffisance des données disponibles sur l'emploi informel et la nécessité de prendre en compte la « population flottante »

Deux approches indirectes du secteur informel dans les métropoles vietnamiennes, Hanoi et Hô Chi Minh Ville, ont été tentées à partir des données disponibles, à partir des individus classés comme 'résidents temporaires de courte durée' d'une part, à partir des 'travailleurs indépendants non agricoles' d'autre part ; ces deux approches s'avèrent clairement insuffisantes pour mesurer le niveau du secteur informel mais elles permettent « d'approcher la précarité ».

Cela montre *a contrario* l'intérêt des études spécifiques sur le secteur informel, soit à partir d'une enquête emploi (Cling & al., 2009 ; Hussmanns, 2009), soit au moyen d'une enquête appropriée comme les enquêtes 1-2-3 sur le niveau de vie par exemple (Razafindrakoto & al., 2009).

Cependant, au Viêt-nam, toutes les enquêtes représentatives ont jusqu'à présent porté exclusivement sur la « population résidente » en ville (donc y habitant depuis six mois ou plus ou déclarant vouloir y rester), qu'elle soit migrante ou non ; ces enquêtes ont totalement occulté les personnes en déplacement temporaire [*temporary movers*] ou « visiteurs », présents pour moins de six mois consécutifs en ville et qui sont donc considérées comme résidentes dans leur lieu d'origine. Dans ce contexte, les migrants s'avèrent généralement plutôt plus aisés que les non migrants ; cette situation qui semble paradoxale s'explique par le fait qu'il s'agit d'une population « sélectionnée », car constituée des travailleurs du secteur formel dont l'administration, des étudiants restés en ville à l'achèvement de leurs études, des conjoints d'un résident enregistré en ville...

Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, un grand nombre de « visiteurs » viennent ici en ville pour travailler, tout en continuant à se déclarer ou à être déclarés « résidents » à la campagne ; l'enregistrement résidentiel n'est sans doute pas étranger à cette situation. Ces personnes constituent un important stock de « population flottante », venue travailler en ville, mais vivant pratiquement entre ville et campagne, en perpétuel renouvellement. Ce terme est plus rarement employé qu'en Chine (Goodkind et West, 2002), alors qu'il s'applique encore mieux à la situation du Viêt-nam où ces personnes représentent probablement une proportion plus élevée qu'en Chine par rapport aux véritables migrants du simple fait de la courte distance moyenne entre le lieu d'origine et les grandes métropoles. Par suite des définitions adoptées, ces visiteurs en ville ne sont donc jamais comptés, si ce n'est parfois dans de petites enquêtes qualitatives où ils sont saisis sur leur lieu de travail (par exemple dans la rue), alors que leur grande majorité travaille précisément dans le secteur informel et forme l'essentiel des « pauvres » en ville et des moins pauvres de la campagne... Nous sommes en fait dans l'inconnu, ce qui met en lumière la nécessité impérieuse d'une enquête représentative sur le thème des déplacements temporaires et de la pauvreté dans les métropoles vietnamiennes.

La méthodologie existe. Selon les données statistiques de la Confédération du travail de Hô Chi Minh Ville et du Comité de gestion des zones franches et industrielles de la ville, la très grande majorité des migrants (comme souvent, il s'agit ici d'un terme générique désignant les originaires des autres provinces, sans distinguer la durée de leur séjour) est accueillie chez des membres de leur famille dans des « ménages ordinaires » (*Le Courrier du Vietnam*, 17 mai 2009) ; les autres louent une chambre ou un studio (ils constituent alors un « ménage ordinaire ») ou bien passent les nuits sur les chantiers de construction, dans des boutiques et dans des dortoirs d'entreprises. La méthodologie mise au point pour l'enquête sur les mobilités intra-urbaines de 2003 (Gubry & al., 2008) et appliquée une nouvelle fois à l'enquête sur « Migration, pauvreté et environnement urbain » de 2007 est parfaitement adaptée à cette collecte avec un tirage à deux degrés tirant partie de l'îlotage existant : îlots (*tô dân phố*) au premier degré, puis ménages sélectionnés sur des listes établies au moment de l'enquête dans les îlots sélectionnés, indépendantes de celles de l'administration, au second degré. Les îlots tirés au premier degré constituent ainsi de fait des unités aréolaires dans lesquelles il est possible de repérer aussi les lieux d'hébergement non conventionnels de la population flottante comme les chantiers de construction.

Le service de la Statistique vient de réaliser, à la fin de 2009, une « Enquête sur la pauvreté urbaine » (UPS) à Hanoi et Hô Chi Minh Ville visant à combler une partie de ces lacunes. Nous attendons beaucoup des résultats de cette enquête que nous espérons prochains. Cependant, l'examen de la méthodologie montre que cette enquête n'épuise pas le sujet et met en évidence certaines limitations :

- le plan de sondage avec la distinction *a priori* de deux catégories au sein de l'échantillon (880 ménages et 880 individus à l'extérieur de ces ménages à Hô Chi Minh Ville) est extrêmement complexe ;
- l'enquête tient seulement compte des personnes qui sont venues en ville pour le travail (ainsi on doit poser cette question dès l'établissement de la base de sondage, alors qu'une batterie de questions devrait être mise en oeuvre pour y répondre correctement) ;
- l'enquête tient compte aussi bien de la zone urbaine que de la zone rurale incluse dans les limites administratives des deux villes (ainsi il ne s'agit plus exactement de « pauvreté urbaine ») ;
- d'autre part, l'enquête ne tient pas compte des zones urbaines périphériques situées dans les provinces adjacentes, mais avec une continuité du bâti avec le centre ville (les parties urbaines des provinces de Binh Duong et de Dong Nai qui sont maintenant contiguës avec les zones urbaines de Hô Chi Minh Ville) et ainsi elle ne donnera pas de résultats sur les « agglomérations » ;
- à Hanoi, les limites administratives antérieures à 2008 ont été retenues, excluant même quelques zones urbaines périphériques contiguës situées actuellement dans la province même de Hanoi (ex-province de Ha Tay) ;
- l'enquête n'a pas tenu compte pour son calendrier des calendriers agricoles dans les zones rurales de départ, qui auraient permis d'identifier les périodes de faible activité agricole pendant lesquelles on peut trouver le maximum de personnes en déplacement temporaire en ville, particulièrement celles qui se déplacent du Delta du Fleuve Rouge à Hanoi; cela peut conduire à une sous-estimation des personnes en déplacement temporaire.

Il y a donc toujours des raisons pertinentes pour ajuster et approfondir l'analyse de ce thème.

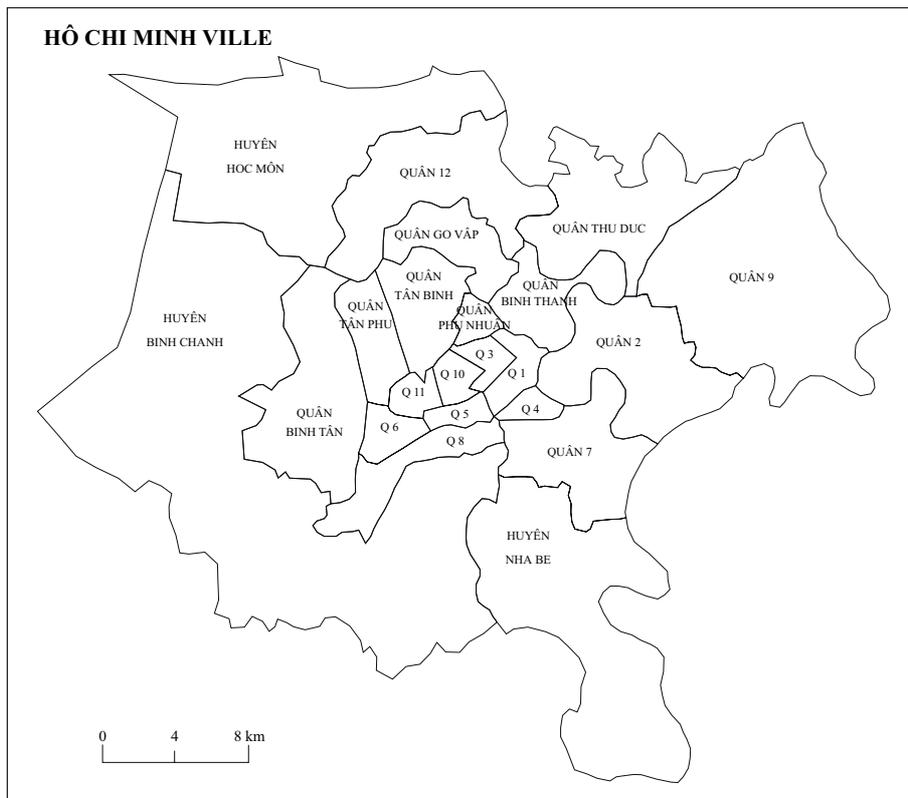
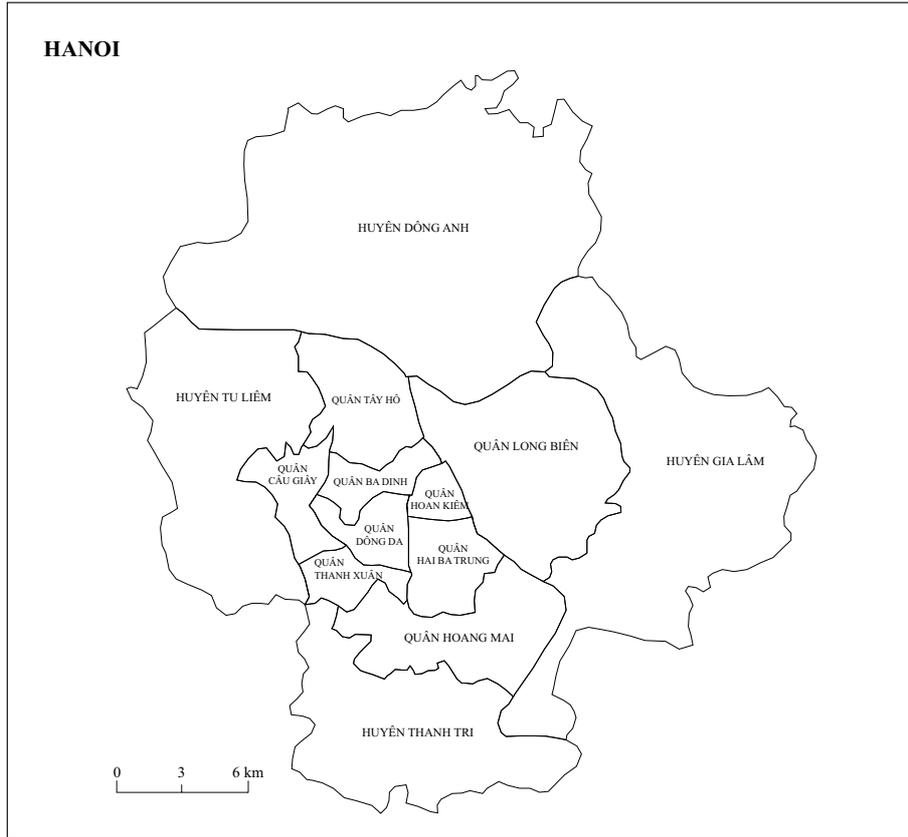
Le secteur informel urbain comporte une face visible qui ne peut cependant être saisie que par des enquêtes spécifiques et une face cachée, totalement inconnue, qui ne peut être appréhendée qu'en prenant enfin en compte la « population flottante » ; celle-ci fait partie de la population active urbaine et représente une part importante des travailleurs du secteur informel et des pauvres « flottant » entre ville et campagne. Au sein de cette population, les chômeurs par exemple ne sont ainsi jamais comptabilisés en ville : soit ils ont quitté la ville à la fin de leur emploi (quitte à revenir en ville à la première occasion), soit ils sont comptés comme résidents à leur lieu d'origine, même s'ils habitent en ville.

Seule une connaissance plus complète de l'informalité permettra de concevoir des politiques destinées à améliorer la prise en compte et le fonctionnement du secteur informel, essentiel dans le contexte vietnamien, et à améliorer les conditions de vie des travailleurs et des familles concernées.

Références

- Bangasser Paul E., 2000, The ILO and the informal sector: An institutional history. Geneva: International Labour Organization, v-59 p. (Employment Paper 2000/9).
- Cling Jean-Pierre, Le Van Duy, Nguyen Thi Thu Huyen, Phan Thi Ngoc Tram, Razafindrakoto Mireille, Roubaud François, 2009, Shedding light on a huge black hole: The informal sector in Hanoi. Main findings of the Informal sector survey (IS Survey) 2007. Hanoi: GSO-ISS, IRD-DIAL, 15 p.
Nouv. réf. : Cling Jean-Pierre, Lê Văn Duyệt, Nguyễn Thị Thu Huyền, Nguyễn Hữu Chí, Phan Thị Ngọc Trâm, Nguyễn Văn Đoàn, Razafindrakoto Mireille, Roubaud François, 2009, Một số nét đặc trưng của khu vực kinh tế phi chính thức ở Hà Nội. Dự án TCTK-Viện KHTK/IRD-DIAL. Hà Nội : Tổng cục Thống kê, Viện Khoa học Thống kê, DIAL, IRD.
- Cling Jean-Pierre, Le Van Duy, Nguyen Thi Thu Huyen, Phan Thi Ngoc Tram, Razafindrakoto Mireille, Roubaud François, 2009, Who wants to be a Millionaire? The informal sector in Ho Chi Minh City. Main findings of the Informal sector survey (IS Survey) 2007. Hanoi: GSO-ISS, IRD-DIAL, 15 p.
Nouv. réf. : Cling Jean-Pierre, Lê Văn Duyệt, Nguyễn Thị Thu Huyền, Nguyễn Hữu Chí; Phan Thị Ngọc Trâm, Nguyễn Văn Đoàn, Razafindrakoto Mireille, Roubaud François, 2009, Một số nét đặc trưng của khu vực kinh tế phi chính thức ở TP.Hồ Chí Minh. Dự án TCTK-Viện KHTK/IRD-DIAL. Hà Nội : Tổng cục Thống kê, Viện Khoa học Thống kê, DIAL, IRD.
- Cục Thống Kê Thành phố Hồ Chí Minh, 2005, Điều tra dân số giữa kỳ năm 2004 Thành phố Hồ Chí Minh. TP.HCM, 437 tr. + phụ lục.
[Bureau de la Statistique de Hồ Chí Minh Ville, 2005, Enquête intercensitaire 2004 sur la population à Hồ Chí Minh Ville. HCMV, 437 p. + annexes.]
- Drummond Lisa B.W., 2000, Street scenes: Practices of public and private space in urban Vietnam. *Urban Studies* (Glasgow), vol. 37, n° 12, p. 2377-2391.
- Goodkind Daniel, West Loraine A., 2002, China's floating population: Definitions, data and recent findings. *Urban Studies*, vol. 39, n° 12, p. 2237-2250.
- Gubry Patrick, Vu Thi Hồng, Lê Van Thanh (Dir.), 2002, Les chemins vers la ville. La migration vers Hồ Chí Minh Ville à partir d'une zone du delta du Mékong. Paris : Karthala, CEPED, 343 p. (Hommes et Sociétés).
Nouv. réf. : Vũ Thị Hồng, Gubry Patrick, Lê Văn Thành (Chủ biên), 2003, Những con đường về Thành phố. Di dân đến Thành phố Hồ Chí Minh từ một vùng đồng bằng sông Cửu Long. Thành phố Hồ Chí Minh : Viện Kinh Tế TP.HCM, Trung Tâm Dân Số và Phát Triển Pháp (CEPED), Nhà Xuất Bản TP.HCM, 389 tr.
- Gubry Patrick, Lê Thi Hương, Nguyễn Thị Thiêng, Phạm Thuy Hương, Trần Thị Thanh Thủy, Vu Hoàng Ngân (Dir.)/ Nguyễn Thị Thiêng, Lê Thị Hương, Phạm Thúy Hương, Vũ Hoàng Ngân, Trần Thị Thanh Thủy, Gubry Patrick (Chủ biên), 2008, Bouger pour vivre mieux. Les mobilités intra-urbaines à Hồ Chí Minh Ville et Hanoi (Việt-nam)/ Di chuyển để sống tốt hơn. Di dân nội thị tại Thành Phố Hồ Chí Minh và Hà Nội (Việt Nam). Hanoi : Université nationale d'économie/ Hà Nội : Nhà Xuất Bản Trường Đại Học Kinh Tế Quốc Dân, 293 p. + 278 tr.
http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers09-01/010043543.pdf
- Hardy Andrew, 2001, Rules and Resources: Negotiating the household registration system in Vietnam under reform. In Koh David (Ed.), Negotiating the State in Vietnam. Special focus. *Sojourn: Journal of Social Issues in Southeast Asia* (Singapore), vol. 16, n° 2, p. 187-212.
- Husmanns Ralf, 2001, Informal sector and informal employment: Elements of a conceptual framework. ILO/WIEGO Workshop on Informal Employment Statistics in Latin America, Santiago, 16-18 October 2001), 10 p.
www.wiego.org/publications/Husmanns-IEpaper_for_lac_event.pdf; 07/04/2010

- Hussmanns Ralf, 2004, Statistical Definition of Informal Employment: Guidelines endorsed by 17th ICLS (2003). 7th Meeting of the Expert Group on Informal Sector Statistics (Delhi Group), New Delhi, 2-4 February 2004, 18 p.
www.mospi.gov.in/ralf_hussmanns_7th.htm; 07/04/2010
- Hussmanns Ralf, 2009, Informal sector surveys: Advantages and limitations of different survey methods and survey designs for the data collection. Geneva, ILO, 10 p.
- International Labour Organization, 1993, Resolution concerning statistics of employment in the informal sector, adopted by the Fifteenth International Conference of Labour Statisticians (January 1993). Geneva, 14 p.
www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---integration/---stat/documents/normativeinstrument/wcms_087484.pdf; 07/04/2010
www.unescap.org/stat/isie/ws-isie5/15th-ICLS-resolution-1993.pdf; 17/03/2010
- Jensen Rolf, Peppard Donald M., 2003, Hanoi's informal sector and the Vietnamese economy: A case study of roving street vendors. *Journal of Asian and African Studies*, vol. 38, p. 71-84.
- Jütting Johannes, Xenogiani Theodora, Parlevliet Jante, 2007, Work and well-being: Informal employment revisited. Paris: OECD Development Centre, 32 p.
www.iza.org/conference_files/worldb2007/2786.pdf; 17/03/2010
- Razafindrakoto Mireille, Roubaud François, Torelli Constance, 2009, La mesure de l'emploi et du secteur informels : leçons des enquêtes 1-2-3 en Afrique. *Stateco* (Paris), n 104, p. 11-34.
- Villes en Transition Vietnam (VeT), Centre for Sociology and Development Studies Ho Chi Minh City, Institute of Sociology Hanoi, 2005, Impacts of existing residence registration policy on urban poverty alleviation. Two case studies in Hanoi and Ho Chi Minh City. Ho Chi Minh City, 278 p.



Cartes de repérage des arrondissements de Hanoi et Hồ Chi Minh Ville en 2007
*(à l'exclusion des arrondissements de Soc Son à Hanoi,
 et de Cu Chi et Cấn Gio à Hồ Chi Minh Ville)*

Résumé

Peu d'études ont été en mesure de sélectionner les travailleurs du secteur informel selon la définition détaillée adoptée par la 15^e conférence internationale des statisticiens du travail (janvier 1993). Le Viêt-nam ne fait pas exception. Dans ces conditions, on peut songer « approcher » le secteur informel par le biais de différents indicateurs caractérisant les travailleurs de ce secteur. Le niveau de l'emploi non salarié est un moyen pour différencier le secteur informel du secteur formel ; au Viêt-nam, où perdure l'enregistrement résidentiel, la détention d'un permis de résidence temporaire à courte durée (KT4) en est un autre.

En dehors de l'enquête emploi de 2007 menée par l'Office Général de la Statistique, qui a permis de sélectionner les « entreprises non enregistrées », deux opérations récentes permettent d'approcher le secteur informel dans les deux métropoles vietnamiennes, Hanoi et Hô Chi Minh Ville :

- le recensement de Hô Chi Minh Ville de 2004, qui est la seule opération ayant relevé directement le statut résidentiel sur l'ensemble de la population de la ville ;
- l'enquête « Migration, pauvreté et environnement urbain : Hanoi et Hô Chi Minh Ville », menée en coopération entre l'Institute for Population and Social Studies (IPSS, Hanoi), le Ho Chi Minh City Institute for Development Studies (HIDS) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, France) ; cette enquête donne notamment l'information sur le statut dans l'emploi (dont « travailleur indépendant »).

Ces deux opérations permettent donc de caractériser indirectement les travailleurs du secteur informel selon leurs caractéristiques socio-économiques. Elles permettent aussi de faire des distinctions géographiques entre arrondissements. Finalement, ni le 'statut résidentiel', ni le nombre de 'travailleurs indépendants' ne semblent être en mesure d'évaluer le niveau de l'emploi informel, mais ils permettent d'analyser certaines caractéristiques importantes de la précarité.

Cependant ces opérations, comme toutes les opérations similaires, portent exclusivement sur la « population résidente » en ville (donc pour une durée de six mois ou plus), qu'elle soit migrante ou non ; elles occultent totalement les personnes en déplacement temporaire ou « visiteurs », présents pour moins de six mois consécutifs en ville et qui sont donc considérées comme résidentes dans leur lieu d'origine. Ces personnes forment un important stock de « population flottante », dont la caractéristique principale au Viêt-nam est qu'elle est souvent venue en ville pour y travailler, tout en vivant entre ville et campagne. Ces visiteurs en ville ne sont jamais comptés dans les enquêtes représentatives alors que leur grande majorité travaille précisément dans le secteur informel et forme l'essentiel des « pauvres » en ville et des moins pauvres de la campagne...

Nous sommes ici dans l'inconnu, ce qui met en lumière la nécessité impérieuse d'une enquête représentative sur le thème des déplacements temporaires et de la pauvreté dans les métropoles vietnamiennes. L'Office de la Statistique vient de réaliser une enquête sur la pauvreté urbaine (UPS) destinée à combler une partie de cette lacune ; elle peut encore être améliorée. Une enquête par sondage basée sur un échantillon d'îlots est ici proposée. Seule une connaissance plus complète de l'informalité permettra de concevoir des politiques destinées à améliorer la prise en compte et le fonctionnement du secteur informel, essentiel dans le contexte vietnamien, et à améliorer les conditions de vie des travailleurs et des familles concernées.

Summary

Few studies were able to select the workers in the informal sector according to the detailed definition adopted by the 15th International conference of labour statisticians (January, 1993). Vietnam is not an exception. In these conditions, one may think of “approaching” the informal sector by means of various indicators characterizing the workers of this sector. The level of non wage-earning employment is a way to differentiate the informal sector from the formal one; in Vietnam, where residential registration still exists, the holding of a short-term temporary residential permit (KT4) is another one.

Apart from the 2007 Labour survey implemented by the General Statistics Office, which enabled to select “non registered enterprises”, two recent operations allow to approach the informal sector in both Vietnamese metropolises, Hanoi and Ho Chi Minh City:

- the 2004 Census of Ho Chi Minh City, which is the only operation having directly noted down the residential status from the whole population of the city;
- the survey “Migration, poverty and urban environment: Hanoi and Ho Chi Minh City”, implemented in partnership between the Institute for Population and Social Studies (IPSS, Hanoi), the Ho Chi Minh City Institute for Development Studies (HIDS) and the Institute of Research for Development (IRD, France); this survey notably provides information about employment status (among which ‘Independent worker’).

Thus these two operations enable to indirectly characterize the workers of the informal sector according to their socioeconomic characteristics. They also allow to make geographic distinctions between districts. Finally, neither the ‘residential status’, nor the number of ‘independent workers’ seem able to estimate the level of informal employment, but they enable the analysis of some important characteristics of precariousness.

However these operations, like all similar operations, exclusively apply to the “resident population” in the city (thus for a duration of six months or more), whether it is migrant or not; they totally omit the temporary movers or “visitors”, present for less than six consecutive months in the city and who are thus considered as residents in their place of origin. These persons form an important stock of “floating population”, the main characteristic of which in Vietnam is that it often came to the city to work, while living between city and countryside. These visitors in the city are never counted in the representative surveys while the large majority of them precisely work in the informal sector and constitute the main part of the urban “poor” and the least poor of the countryside...

We are here in the unknown, which highlights the pressing necessity of a representative survey on the subject of temporary moves and poverty in Vietnamese metropolises. The Statistical Office has just implemented an Urban Poverty Survey (UPS) intended to bridge part of this gap; it can still be improved. A sample survey based on a sample of blocks is proposed here. Only a more complete knowledge of informality will enable to initiate policies intended to improve the consideration and the functioning of the informal sector, essential in the Vietnamese context, and to improve the living standards of the workers and the concerned families.

Tóm tắt

Không nhiều nghiên cứu đưa ra cách thức xác định lao động khu vực phi chính thức theo định nghĩa chi tiết được thông qua tại Hội thảo quốc tế lần thứ 15 của các chuyên gia thống kê lao động (tháng 1 năm 1993). Việt nam cũng không là trường hợp ngoại lệ. Trong bối cảnh đó chúng tôi có thể tiếp cận khu vực phi chính thức theo các tiêu thức khác nhau mang nét đặc trưng của lao động khu vực này. Tỷ lệ lao động làm công không hưởng lương là một trong những tiêu chí để phân biệt khu vực phi chính thức với khu vực chính thức ; ở Việt nam, nơi đăng ký hộ khẩu thường trú vẫn còn tồn tại, thì giấy đăng ký tạm trú ngắn hạn (KT4) cũng là một tiêu chí có thể sử dụng để phân biệt khu vực phi chính thức và chính thức.

Ngoài cuộc điều tra về việc làm của Tổng cục Thống kê năm 2007 cho phép lựa chọn các “doanh nghiệp không đăng ký”, hai cuộc điều tra mới đây cũng cho phép tiếp cận khu vực phi chính thức tại hai khu vực đô thị lớn nhất Việt nam là Hà Nội và TP.Hồ Chí Minh. Cụ thể là :

- Cuộc điều tra dân số giữa kỳ tại TP.HCM năm 2004 : là cuộc điều tra duy nhất trực tiếp đề cập đến tình trạng sinh sống của toàn bộ dân cư thành phố.
- Cuộc điều tra “Di dân, nghèo đói và môi trường đô thị tại Hà nội và TP.Hồ Chí Minh” do Viện dân số và các vấn đề xã hội (IPSS, Hà Nội), Viện nghiên cứu phát triển TP.Hồ Chí Minh (HIDS) và Viện nghiên cứu vì sự phát triển (IRD, Cộng hòa Pháp) phối hợp thực hiện. Cuộc điều tra này chủ yếu đề cập đến các thông tin liên quan đến tình trạng việc làm (trong đó có lao động tự do).

Hai cuộc điều tra này cho phép nhận biết một cách gián tiếp lao động khu vực phi chính thức theo các đặc điểm kinh tế-xã hội. Ngoài ra, thông qua hai cuộc điều tra này, chúng tôi cũng có thể thấy được sự khác biệt về mặt địa lý theo quận huyện. Tóm lại, có vẻ như “tình trạng cư trú” cũng như “lao động tự do” cũng không cho phép chúng tôi đánh giá đầy đủ về mức độ/tỷ lệ việc làm phi chính thức, nhưng thông qua hai cuộc điều tra này cũng có thể phân tích một số đặc điểm quan trọng của lực lượng lao động này.

Cũng như tất cả các cuộc điều tra tương tự, hai cuộc điều tra nêu trên mới tập trung chủ yếu vào “dân cư sinh sống thường xuyên” ở thành thị (bao gồm những người sống ở thành phố từ 6 tháng trở lên), không phân biệt họ là người di cư hay không mà bỏ qua toàn bộ những người di chuyển tạm thời, sống ở thành phố dưới 6 tháng. Những người này được coi là dân cư tại nơi mà họ ra đi. Họ tạo thành bộ phận “*dân cư lưu động*” khá lớn ở thành thị, ra thành phố làm việc và sinh sống lúc ở thành phố, lúc ở quê, hình thành nên một nét đặc trưng của Việt nam. Những người sinh sống tạm thời này không bao giờ được tính đến trong các cuộc điều tra chọn mẫu, tuy nhiên đại bộ phận họ làm việc trong khu vực phi chính thức và phần lớn là “những người nghèo” ở thành thị và ít nghèo hơn so với những người sống ở nông thôn.

Với đối tượng này, chúng tôi hoàn toàn không thể nhận biết. Điều đó chứng tỏ tính cấp thiết phải thực hiện một cuộc điều tra chọn mẫu về di chuyển tạm thời và nghèo đói tại khu vực đô thị Việt nam. Cuộc điều tra về nghèo đói tại khu vực đô thị do Tổng cục Thống kê (UPS) được thực hiện mới đây đã khắc phục phần nào sự thiếu hụt về thông tin. Cuộc điều tra này có thể hoàn thiện hơn nữa. Chúng tôi đề xuất một cuộc khảo sát trên cơ sở mẫu điều tra là các tổ dân phố. Chỉ có sự hiểu biết đầy đủ về khu vực phi chính thức mới có thể đưa ra các chính sách nhằm hoàn thiện việc tính toán và vận hành khu vực phi chính thức, đặc biệt là trong bối cảnh của Việt nam, và nâng cao điều kiện sống của người lao động và gia đình họ.